

<http://www.ujfp.org/spip.php?article2834>



Négociations ou demande de capitulation ?

- L'UJFP en action - Communiqués de l'UJFP -

UJFP

Date de mise en ligne : lundi 5 août 2013

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Le « processus de paix » d'Oslo a déjà 20 ans et il s'est révélé pour ce qu'il est : une gigantesque illusion. Faute d'avoir discuté de la réalité (occupation, colonisation, nettoyage ethnique, apartheid, crimes de guerre, sociocide ...), on a discuté de la « sécurité de l'occupant » et 20 ans plus tard il y a trois fois plus de colons qu'à l'époque.

Depuis Oslo, les gouvernements des Etats-Unis se sont autoproclamés « médiateurs ». Les « processus de négociations » qu'ils ont pilotés ou auxquels ils ont participé (Camp David, Taba, la « feuille de route », Annapolis, le « quartette » ...) ont toujours eu la même finalité, celle de dire aux Palestiniens : « si vous vous montrez « raisonnables », si vous cessez de demander le démantèlement des colonies, le retour aux frontières de 1967, le droit au retour des réfugiés, on peut négocier ». En fait toutes ces pseudo-négociations ont toujours exigé des Palestiniens qu'ils capitulent sur leurs revendications historiques.

L'ouverture de négociations obtenue par John Kerry a un côté caricatural. Elle intervient alors qu'ouvertement l'occupant multiplie les nouvelles constructions de colonies, les destructions de maisons et la répression. Les sites sionistes comparent explicitement un retrait des colons de ce qu'ils appellent la « Judée-Samarie » à l'oeuvre des Nazis visant à obtenir une Europe « *judenrein* » (*sans juif*). De façon générale, le gouvernement américain dit ouvertement aux Palestiniens que s'ils renoncent à leurs « rêves » d'avoir l'égalité des droits ou un Etat, ils seront aidés économiquement. Les Etats-Unis sont prêts à institutionnaliser une réserve d'Indiens palestiniens maintenue sous perfusion. Un peu ce qui existe déjà à Ramallah : une économie artificielle avec des grands hôtels jouxtant la pauvreté et l'exclusion généralisée sur fond de colonialisme et de destruction de la société palestinienne.

Le crime fondateur de la guerre israélo-palestinienne a eu lieu en 1948 avec l'expulsion de la grande majorité des Palestiniens de leur propre pays. Toute paix passera par la reconnaissance de ce crime et les négociations devront examiner ce qu'il faut faire pour « réparer ».

L'appel au boycott, désinvestissement, sanctions (BDS) lancé par la société palestinienne en 2005 dit bien ce que devraient être des négociations. Cet appel demande la fin de l'occupation et de la colonisation, le démantèlement du mur, la libération des prisonniers, l'égalité des droits pour les Palestiniens d'Israël, le droit au retour des réfugiés. Discuter d'autre chose c'est une fois de plus une diversion pour retarder les sanctions indispensables contre l'occupant sans lesquelles rien ne changera.

Bureau national de l'UJFP le 5 août 2013